

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948
1947**

504 (21.5.1947)

MITTWOCH
21.
MAI
1947
3. Jahrgang
No 504
30 Pfg.

DEUTSCHE AUSGABE

Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION
REDAKTION
ADMINISTRATION
Merkstraße 4
KONSTANZ
ANZEIGEN:
Agence Havas
Merkstraße 4
KONSTANZ
und
Neubücherei

Nach den Wahlen vom Sonntag

Die Ergebnisse der Wahlen und der Volksabstimmungen vom Sonntag in den drei Ländern der französischen Zone Deutschlands brachte keine Überraschung. Die bedeutende Zahl der Stimmenthaltungen erklärt sich offensichtlich teils durch Ernüchterung, mit denen Deutschland nicht allein dastand und die anderen, daß ein knurrender Magen sich nicht um Stimmzettel kümmert, teils durch Bitterkeit, die nur beweist, daß Deutschland auf politische Erleuchtung noch nicht verzichten kann.

Die Stimmverschiebungen von einer Partei zur anderen sind geringfügig: sie fanden statt zugunsten der Linken (Christlich-Sozialdemokraten und Kommunisten) — und zum Schaden der Christlich-sozialen Partei (der Hauptverfechterin der drei, der Volksabstimmung vorgelegten Verfassungen), die noch immer die relative Mehrheit in dem neuen Landtag von Rheinland-Pfalz besitzt.

Die drei Verfassungen wurden angenommen und treten sofort in Kraft, trotz der Opposition der Kommunisten, welche das föderative System bekämpften, und der Sozialisten, die besonders mit der gegenwärtigen Beschränkung der Länder unzufrieden sind.

Es ist unbeschreiblich, daß diese Beschränkung zum großen Teil

durch die Zonen Grenzen, für die Frankreich nicht verantwortlich ist, geschaffen wurde und etwas sehr Unvollkommenes darstellt. Typisch ist der Fall von Württemberg und Baden, die durch die Zonen Grenze in zwei Teile verschitten sind und deren zwei abgetrennte Teile außerhalb der französischen Zone zu einem einzelnen Land in der amerikanischen Zone zusammengeschlossen sind.

Das gleiche gilt für das Rheinland, das zwischen der französischen und britischen Zone aufgeteilt ist. Die Vereinigung mit der früheren bayrischen Pfalz zu einem einzigen Land, die Frankreich im September 1945 beschloß, war eine der Tatsachen, welche die deutschen Wähler am Sonntag durch die Abstimmung über die Verfassung sanktionieren sollten. Es ist nicht zu leugnen, daß in dieser Hinsicht das Ergebnis eher unstrittig war: während die badische und die württembergische Verfassung mit 68 bzw. 75 % Ja-Stimmen angenommen wurden, erhielt die Verfassung von Rheinland-Pfalz nur eine schwache Mehrheit.

Die Wähler der Pfalz haben im großen und ganzen zum Ausdruck gebracht, daß sie die Trennung ihres Landes vom südlichen Rheinland vorziehen. Zweifellos fordert auf Grund der Abstimmung vom Sonntag das demokratische Gesetz, daß dieser Wunsch erfüllt wird.

Es liegt jedoch bei der Verteilung der Stimmen eine Tatsache vor, die nicht übersehen werden darf: Die Anteilnahme Deutschlands in Länder muß eines Tages revidiert werden, wenn die Vier zu einer Verständigung über die Wirtschaftseinheit Deutschlands gelangen, eine Verständigung, welche die Bedingungen der Abschaffung der Zonen Grenzen darstellt.

Aus der Abstimmung vom Sonntag darf man nicht schließen, daß Frankreich seine Weigerung, sich dem halb-amerikanischen Zweizonen-System anzuschließen, aufgibt. Ganz im Gegenteil, die Bedingungen, unter welchen Engländer und Amerikaner die wirtschaftliche Vereinigung ihrer Zonen zu verstärken bestrebt sind, können Frankreich nur zu vermehrter Umsicht bestimmen.

Die Zusammenziehung der gemeinsamen, während der Versammlung erschaffenen Behörden in Frankfurt und die Schaffung eines Zweizonenwirtschaftsrates, dessen Präsident zwischen dem Sozialisten der Exekutive erhalten wird, die für die Länder einen zwangsläufigen Wert hat, sind im großen ganzen gleichbedeutend mit der Errichtung einer wirtschaftlichen Verwaltungszentrale im Westen und greifen den Entschlossenheit vor, welche die Viererkonferenz im November in London fassen soll, um zu versuchen, das zu verwirklichen, was die Moskauer Konferenz gescheitert ist.

LA VIE POLITIQUE

LES PARTIS

devant les grands problèmes de l'heure

AVANT que l'Assemblée ne s'attaque d'arrache-pied à la discussion budgétaire, dont la technicité relèguera sans doute au second plan l'aspect purement politique des problèmes, il se passera quelques jours, encore pendant lesquels les partis achèveront de prendre position.

Rien de plus symptomatique à cet égard que les discours dominicaux: socialistes et M.R.P. parlent à l'unisson, M. Ramadier comme M. Létourneau et M. Daniel Mayer leur est un fidèle écho.

La défense du dirigisme doctrinaire n'est même plus esquissée. Il ne s'agit plus que d'un dirigisme opportuniste exigé par les circonstances. Ce dirigisme souple, sous le terroir apparaît notamment dans la manière dont le président du Conseil opère pour le rapatriement.

Dans ce domaine, on note une légère amélioration: moins d'angoisse pour le pain, répartition encore timide de la viande

de dans les villes et, en raison de la saison, des légumes et des fruits à des prix abordables.

Au crédis des partisans de la liberté, il faut porter la réunion, tenue lundi après-midi au théâtre d'Orsay et qui rassemblait, selon certaines estimations, environ 50.000 participants, dont plus de la moitié, n'ayant pu trouver place dans la salle, stationnait à l'extérieur, sous la pluie, pour écouter les orateurs.

Commerçants et artisans, représentants des petites et des moyennes entreprises, ont réclamé le retour à la liberté, qu'ils estiment possible et jugent nécessaire.

L'assouplissement du dirigisme, considéré comme une étape vers ce retour, au fur et à mesure que, secteur par secteur, ce sera possible, incite les radicaux, dans leurs congrès de fédérations, à adopter une attitude moins cassante. Ils ne veulent pas prêter le flanc à la critique que formulait hier le journal «L'Aube»: «La liberté absolue, ce serait l'argent réparti-té».

Quant aux communistes, hier partisans du dirigisme qu'il est difficile de séparer du marxisme, ils se résolvent aujourd'hui chemin faisant à adopter la liberté économique. Mais cette attitude habilement opportuniste n'exclut pas l'expectative. Si HÉ-

SUITE EN PAGE 6

L'élaboration DU TRAITE AUTRICHIEN

VIENNE. — La commission de traité avec l'Autriche a poursuivi lundi l'examen des questions de procédure et de compétence sur lesquelles des points de divergence se sont révélés dès le premier jour entre les délégations. La contre-proposition américaine, qui, dans l'esprit de ses auteurs, devait tenir compte des suggestions présentées par les autres alliés au cours des séances précédentes, n'a pas été retenue comme base de discussion.

Il s'agit au jourd'hui principalement de savoir si le comité des experts serait habilité à commencer l'étude d'un certain nombre de cas relatifs aux avoirs allemands ou si, au contraire, selon le désir des délégués soviétiques, il serait seulement invité à étudier tout de suite le problème des pétroles de Zistersdorf.

La séance a été levée sans que la question ait été tranchée.

LES DEUX TENDANCES

socialistes italiennes

participeront au cabinet de M. Nitti

C'est pas sans inquiétude que l'on avait appris, la semaine dernière, à Rome, la décision de M. de Gasperi d'ouvrir une crise ministérielle en vue de constituer un nouveau cabinet qui n'était destiné à gouverner que pendant quelques mois. (En effet, le référendum sur le projet constitutionnel et les élections législatives qui devaient avoir lieu en juin-juillet se dérouleront vraisemblablement à partir du mois d'octobre au plus tard.)

M. de Gasperi estimait qu'il ne pouvait, dans la situation actuelle, continuer à collaborer avec la gauche qu'il accusait de jouer le double jeu, notamment en matière de politique économique, sans élargir la coalition gouvernementale au profit d'éléments modérés ou de droite.

L'opposition des communistes et des socialistes à tout glissement vers la droite rendait très difficile la constitution d'un nouveau cabinet de Gasperi, à moins que ce ne fût un cabinet centre-droite, ce qui ne pouvait convenir à la situation du moment. La gravité de la crise économique actuelle d'une part, la nécessité de sauvegarder l'union nationale et les exigences électorales d'autre part, ne pouvaient, en effet, rendre plausible le rejet de la gauche dans l'opposition.

Ces considérations ont résolu le

LES CONSULTATIONS DE M. NITTI

Après les premières démarches de M. Nitti, on pense que la formation du futur cabinet italien ne présentera pas de difficultés fondamentales.

Les partis ont, en effet, donné leur adhésion de principe en vue de leur participation à un gouvernement « centre gauche » qui n'excluerait que les monarchistes et les qualunquistes. Cependant le parti socialiste dissident de M. Saragat et le parti républicain font encore quelques réserves sur des questions

chef de l'Etat, M. de Nicola, à se séparer de M. de Gasperi et à confier le soin de constituer le futur cabinet à un vieux routier de la politique italienne, de tendance modérée, M. Pietro Nenni.

Après les premières consultations, il s'avère que cette initiative a été très heureuse, puisque M. Nenni semble d'ores et déjà assuré d'obtenir un succès rapide. La formation de gouvernement qu'il compte adopter, celle d'un cabinet centre gauche, a déjà reçu l'approbation de principe des diverses tendances politiques qui seront amenées à y participer.

Sans doute la crise n'est-elle pas terminée: il reste encore à réaliser la répartition des portefeuilles et à mettre au point quelques questions de programme, mais sans imprévu. Il semble que M. Nenni pourra présenter bientôt au chef de l'Etat la liste de ses ministres.

de programme, notamment en ce qui concerne la politique financière et économique préconisée par le futur premier ministre.

M. Nitti a reçu, tout d'abord, trois représentants du parti démocrate-chrétien, MM. Tupini, Gronchi et Piccioni, qui lui ont fait part de l'intention de leur part de ne faire aucune opposition à la constitution du cabinet telle que la conçoit M. Nitti.

De son côté M. Nenni, président du parti socialiste majoritaire, a déclaré à l'issue d'un entretien avec M. Nitti: « Je pense que le nouveau gouvernement sera basé sur les trois partis de masse, avec la collaboration de plusieurs hommes politiques appartenant à des partis du centre ou de gauche. Il a ajouté que le parti socialiste avait été officiellement invité à participer au gouvernement et que le président Nitti n'avait pas soulevé de graves objections au sujet du vote socialiste selon lequel les élections législatives devraient avoir lieu à l'automne.

Quant au programme gouvernemental, selon M. Nenni, il serait limité aux strictes nécessités du moment. SUITE en 3

Die endgültigen Ergebnisse der Volksabstimmungen

Die endgültigen Ergebnisse der Volksabstimmungen über die Verfassungen in den Ländern der französischen Besatzungszone betragen zur eine leicht geringe Änderung der gestrigen von uns veröffentlichten Zahlen an sich.

Zu erwähnen ist, daß in Rheinland-Pfalz die Zahl der Ja-Stimmen schließlich doch beständiger war, als man es zuvor vermutet hatte. Man sollte in Wirklichkeit 300.264 „Ja“, statt 279.008, und 114.307 „Nein“, statt 114.271. Der Schlußsatz wurde mit 440.321 gegen 496.822 Stimmen angenommen. Diese allerdings ziemlich geringen Berichtsziffern betragen zu den von uns gestern veröffentlichten Kommentaren keine Änderung. Was die Landtagswahlen anbelangt, so veröffentlichten wir bereits gestern die endgültigen Ergebnisse: eine spätere Berichtigung erfolgte nicht. Die verhältnismäßig geringe Mehrheit der Stimmen für die Verfassung beweist, daß im allgemeinen die Bevölkerung von Rheinland-Pfalz die neue Verfassung sowie den Schlußsatz ablehnt.

Die Wahlergebnisse in Rheinland-Pfalz entsprechen jedoch vollkommen der Zusammensetzung des provisorischen Landtages der Zeit vor dem 18. Mai 1947. Im Lande Rheinland-Pfalz war die Mehrheit der Christlich-Sozialen und der Liberalen, die in der Zone stark wie in den anderen Ländern der französischen Zone, und man rechnete mit einem ziemlich strengen Wahlkampf, im neuen Landtag verfügt die CDU nur noch über 47 Sitze, während sie früher 70 Sitze besaß. Man muß jedoch eine Veränderung der Zahl der CDU-Sitze sich dadurch erklären, daß die Zahl der Landtagsabgeordneten ebenfalls verkleinert wurde. Im Vergleich zu der früheren Sitzverteilung verfügten die Sozialdemokraten innerhalb noch über 34 von über 41 ehemaligen Sitzen. Man kann allerdings die Folgerung ziehen, daß die Parteien, die für die Verfassung stritten, Verluste erlitten mußten.

Diese Beobachtung konnte auch in den anderen Ländern der Zone gemacht werden. In Württemberg-Hohenzollern z. B. konnte die LDP die die Verfassung ablehnte, eine Verdoppelung der Zahl ihrer Anhänger feststellen, während die gleiche Partei in Baden, wo sie für die Verfassung stritt, keine wesentliche Änderung in der Zahl ihrer Anhänger registrieren konnte. Die CDU, die überall für die Verfassung stritt, konnte Stimmenverluste von 8 bis 15% registrieren.

Diese einzelnen Abänderungen haben jedoch der internen politischen Struktur der französischen Zone keinen neuen Anhauch verliehen. In den drei Ländern Baden, Württemberg-Hohenzollern und Rheinland-Pfalz ist die CDU immer noch die stärkste Partei: im zweiten Bilde folgt die SP. Die Kommunisten bilden immer noch die schwächste Partei. Zu bemerken ist noch, daß die CDU in Baden und Württemberg die absolute Mehrheit behielten, diese jedoch in Rheinland-Pfalz verloren hat.

15 ans après sa mort: Albert Londres est toujours vivant

QUAND nous apprîmes que le Georges-Philippar avait sombré dans l'océan Indien et que le nom d'Albert Londres

ne figurait pas sur les premières listes de rescapés, aucun de nous ne désespéra.

Nous avions tellement foi dans l'étoile de notre ami! Il était sorti indemne de tant de champs de bataille, il avait impunément brisé tant de périls, il allait tout de suite de sang-froid que nous n'acceptons pas l'idée de ne pas voir cette fois sa vaillance et sa bonne chance plus fortes que le mauvais sort.

Hélas! au bout de quelques jours, l'illusion n'était plus permise. Le grand journaliste ne s'était pas tiré du désastre.

Alors, ceux qui l'aimaient se réunirent. Albert Londres avait à

peine passé ses 45 ans. Une longue carrière restait ouverte devant lui. Nous fîmes unanimement à penser qu'il fallait maintenir son nom vivant, malgré la mort.

Quelques-uns proposaient de publier avec éclat quelques recueils de ses plus belles pages, d'autres parlaient d'un buste. Ceux qui le connaissaient le mieux jugèrent que ces hommages académiques, s'il avait pu les connaître, n'auraient obtenu de lui qu'un sourire d'ironie.

Finalement, on tomba d'accord que le meilleur moyen de cultiver sa mémoire était de créer un prix sous son patronage et de mettre en lumière, chaque année, un jeune camarade digne de marcher sur ses traces. Il aimait tant son métier! Il était tellement fraternel à ses cadets! Il eût certainement approuvé notre initiative. Un jury fut constitué et prit place ses compagnons de route, ceux qu'il appelait affectueusement « les hommes du voyage ». C'est ainsi que fut

Edouard HELSEY.

SUITE EN PAGE 2



La dernière photographie d'Albert Londres prise à Shanghai en 1931 à la veille de son départ pour le Georges-Philippar.

Deutsche Inhaltsübersicht

- Seite 1
Nach den Wahlen vom Sonntag
- Seite 2
Frankische Presse schreibt London und das englische Dorf
- Seite 3
Mittelungen aus dem Kulturbereich Das Ausland schreibt
- Seite 4
Das Kurve-Problem Der britisch-egyptische Streitfall Lord Mountbatten in London Nachrichten aus dem Ausland
- Seite 5
Nachrichten aus Deutschland Konstantin aus „Pier Gynt“ Sozialpolitische Umschau Programm Deutsche Pressearbeit Britische Zone
- Seite 6
Endgültige Ergebnisse der Wahlen

La Grande-Bretagne n'évacuera l'Egypte que sous réserve de certaines conditions

LONDRES. — Nokrassî Pascha, premier ministre égyptien, a fait à la presse des déclarations concernant l'évacuation de l'Egypte par les troupes britanniques.

On fait remarquer à Londres que l'attitude anglaise a été nettement définie par M. Bevin, lorsqu'il a déclaré: « Puisque le gouvernement du Caire rejette les conditions britanniques concernant l'évacuation de l'Egypte, la Grande-Bretagne s'en tiendra au traité de 1936. »

L'attitude anglaise ne saurait être subordonnée à une décision éventuelle du Conseil de sécurité. Seuls les représentants anglais et égyptiens qui discutent le traité anglo-égyptien peuvent apporter quelque modification aux conditions actuelles.

LA CRISE ITALIENNE LES CONSULTATIONS de M. Nenni

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
M. TOGLIATTI REpond
A M. SUMMER WELLES

M. Togliatti, leader du parti communiste, a adressé à M. Summer Welles un télégramme dans lequel il réfute les déclarations faites tout récemment à la radio par l'ancien secrétaire d'Etat américain contre les communistes italiens.

Dans son discours, M. Summer Welles avait déclaré que le parti communiste italien était le seul parti disposant de vastes ressources. « Selon mes informations, avait-il ajouté, certains membres les plus importants du gouvernement de Rome peuvent prouver que M. Togliatti reçoit une aide financière de Moscou ».

Le leader communiste italien a répondu à M. Summer Welles : « Si vous ne donnez pas de preuves de ce que vous avez déclaré, le monde aura le droit de vous considérer comme un menteur et un calomniateur ».

« Les Etats-Unis ont vaincu l'Italie fasciste. Cette victoire n'a cependant donné à aucun homme politique américain le droit d'insulter les hommes politiques italiens à quelque catégorie qu'ils appartiennent ».

REUNION D'UNE COMMISSION MIXTE FRANCO-ITALIENNE

PARIS. — Le ministère des Affaires étrangères communique :

« Les gouvernements français et italien ont récemment décidé de créer une commission mixte chargée d'étudier les grands travaux d'intérêt commun, susceptibles d'être entrepris le long de la frontière des Alpes ».

Cette commission a tenu sa première séance au quai d'Orsay. La délégation française était présidée par M. Hervé Alphand, directeur général des affaires économiques, financières et techniques au ministère des Affaires étrangères, la délégation italienne par M. Quaranta, ambassadeur d'Italie à Paris.

L'O.N.U. EST SAINTE DE LA DEMANDE D'ADMISSION DE L'ITALIE

LAKE SUCCESS. — M. Tarchiani, ambassadeur d'Italie aux Etats-Unis, a remis à M. Trygve Lie, secrétaire général de l'O.N.U., une communication de son gouvernement, demandant que l'Italie soit admise à l'organisation des Nations unies.

Le texte de la note sera publié ultérieurement.

L'anniversaire de la mort du patriarche Serge

MOSCOU. — Un nouveau livre vient de paraître, intitulé « Le patriarche Serge et son héritage spirituel ».

La parution de cet ouvrage coïncide avec le troisième anniversaire de sa mort, survenue le 13 mai 1945. Le livre retrace l'histoire de l'Eglise orthodoxe russe pendant les dernières décades, en même temps que le rôle du patriarche Serge, qui a occupé une place des plus en vue parmi les hommes d'Eglise du siècle.

La préface a été rédigée par l'archevêque de Moscou, Alexis. Quant à l'ouvrage, il comprend des discours du patriarche Serge et ses études théologiques.

La Grande-Bretagne obtiendra-t-elle une réduction de sa dette ?

LONDRES. — A partir du 15 juillet prochain, la Grande-Bretagne va être obligée de payer les marchandises qu'elle achète à l'étranger, dans la monnaie qui lui sera réclamée par ses fournisseurs.

Depuis le début de la guerre, la Grande-Bretagne ne payait qu'en livres sterling, et ses fournisseurs ne pouvaient utiliser le produit de leurs ventes que dans les pays où la livre à cours. Aussi beaucoup d'entre eux notamment les Indes et l'Egypte voyaient-ils leurs créances s'accumuler à Londres. D'autre part les dollars provenant des exportations de l'Empire britannique vers les Etats-Unis étaient mis en commun et répartis ensuite entre les pays membres de cet empire, au fur et à mesure de leurs besoins.

Or les Etats-Unis, ont mis comme condition au prêt qu'ils ont consenti à la Grande-Bretagne en juillet dernier, que ces pratiques cessent afin que ces pays puissent utiliser les sommes que la Grande-Bretagne leur doit pour acheter aux Etats-Unis.

Cependant la Grande-Bretagne ne peut rembourser d'un coup cette énorme dette, qui s'est élevée à 3 milliards de livres (près de 150 milliards de francs) ni surtout la rembourser en monnaie actuellement recherchée comme le dollar. Aussi est-elle décidée à obtenir d'abord une forte réduction de cette dette encours pour payer une victoire qui a également profité à ses créanciers, et ensuite à rembourser le restant que par tranches échelonnées sur un grand nombre d'années.

Des conversations doivent avoir lieu prochainement à Londres avec

Le ministre de la Guerre britannique à Paris

PARIS. — M. Bellenger, ministre de la Guerre de Grande-Bretagne, a été reçu lundi par le général Saubrey-Jones, attaché militaire auprès de l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris. Le général de Lettre de Tassigny a assisté au déjeuner qui fut offert à cette occasion.

M. Bellenger a été ensuite reçu à l'ambassade d'Orly où il a été accueilli par M. Costa-Floret, colonel des généraux de Lettre de Tassigny, Revers, Chouteau et Astiers de Villate, puis le ministre de la Guerre britannique a passé en revue un détachement de la garde républicaine qui lui rendait les honneurs.

En compagnie du général Augustin, attaché militaire français à Londres, M. Bellenger est monté dans l'appareil qui l'avait amené, pour rejoindre Londres.

qui montrent en lui un ardent patriote. Pendant la guerre, le patriarche a exhorté les fidèles à défendre la patrie. C'est grâce à la collecte qu'il a lancée et qui a rapporté plusieurs dizaines de millions de roubles, qu'une division blindée portant le nom de Dimitri Donskoï a pu être armée. Le généralissime Staline a d'ailleurs adressé au patriarche un télégramme de remerciement.

Dans la partie de l'ouvrage traitant du décès du patriarche et de ses funérailles, on relève les messages de condoléances adressées au synode par le gouvernement soviétique, par six patriarches orientaux et par l'archevêque de Canterbury.

les plus importants créanciers auxquels la Grande-Bretagne mettra le marché en main. Accepter ses conditions, ou obtenir le remboursement dans un délai tellement raccourci qu'il apparaît irréalisable.

UNE SERIE D'ACCORDS

Par ailleurs la Grande-Bretagne est en train de conclure une série d'accords afin d'éviter que ses fournisseurs ne demandent à être payés intégralement en dollars, à partir du 15 juillet, et acceptent d'utiliser la livre pour acheter et vendre avec d'autres pays.

LA POSSIBILITE DE L'IMPORTATION DE BLE Russe EN GRANDE-BRETAGNE

On n'envisage pas pour le moment dans les milieux autorisés londoniens la possibilité d'importer plus d'un million de tonnes de blé de la Russie. C'est à Moscou que M. Wilson, sous-secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, qui était accompagné d'un représentant du ministère du Ravitaillement avait soulevé la question de l'importation éventuelle de blé russe en Grande-Bretagne.

La possibilité d'un tel accord dépend d'abord de la conclusion d'un accord commercial entre Londres et Moscou. Les négociations amorcées à Moscou par M. Wilson se poursuivent par la voie ordinaire, mais bien entendu, cette possibilité dépend surtout de la prochaine récolte en U.R.S.S. C'est un point que M. Staline avait déjà tenu à souligner lors de l'entrevue qu'il avait eue avec M. Bevin au cours de la conférence de Moscou.

On ne perd pas de vue à Londres que la Grande-Bretagne n'est pas le seul pays à avoir besoin du blé russe et que la Russie tient à subvenir aux besoins égyptiens urgents de certains pays d'Europe dont l'économie a été ravagée au cours de la guerre.

"La Grande-Bretagne est sur une plaque tournante"

déclare le comité exécutif travailliste

LONDRES. — Le comité exécutif du parti travailliste vient de publier une déclaration sur la situation économique de la Grande-Bretagne, déclaration qui sera discutée au congrès du parti à la Pentecôte. « La Grande-Bretagne se trouve sur une plaque tournante », y lit-on, tout d'abord. Il sera cependant possible, en agissant avec énergie de la sauver, pendant cette année critique, des conséquences de l'anarchie capitaliste et de deux guerres mondiales.

Tous les membres du parti, continue la déclaration, devraient être personnellement responsables de la réalisation des buts socialistes et chacun d'eux a le devoir de contribuer, sans perte de temps, à l'augmentation de la production. Toutes les femmes doivent faire un travail salarié en dehors de leurs tâches ménagères. En outre, tous les membres du parti devront donner leur appui inconditionnel au programme tracé, ne tolérer aucune insuffisance professionnelle, et faire le maximum pour le développement de toutes les corporations créées. Ils devront faire leur possible pour, qu'en cas de litige, les négociations soient conduites par les organisations syndicales.

Le mot d'ordre est : augmenter la production coûte que coûte. C'est le programme de tous les partis. Les difficultés et les divergences surgiront lorsqu'on abordera les moyens de parvenir à un tel but. Souhaitons que le parti gouvernemental anglais réussisse, au cours des discussions de son prochain congrès, à trouver les remèdes à la crise actuelle.

LA POLITIQUE du congrès international des producteurs agricoles

LA HAYE. — Le congrès international des producteurs agricoles poursuit ses travaux à La Haye. Les délégués cherchent actuellement à dégager de leurs discussions une politique générale. Si cette dernière tend à créer un « Conseil mondial de l'Alimentation », se rapprochant ainsi de celle de la F.A.O. (Food agricultural organization), elle s'écarte par contre des principes directeurs de l'Organisation internationale du Commerce. Celle-ci, qui siège à Genève, opte plutôt pour une politique de libre échange tandis que le congrès donne la préférence aux systèmes de planification.

La Fédération recommandée, d'autre part, aux divers gouvernements la conclusion d'un accord général sur le blé avant l'automne. Un sous-comité est chargé d'étudier le projet que M. John H. Weison, délégué canadien, a élaboré.

LA CHAMBRE DES COMMUNES a voté le budget POUR L'ANNEE 1947

LONDRES. — La Chambre des communes a voté en seconde lecture, par 374 voix contre 128 le budget pour l'année 1947, qui lui a été présenté il y a quelques semaines, par le chancelier de l'Echiquier, M. Hugh Dalton.

Avant le vote celui-ci avait donné des précisions sur les économies réalisées dans la consommation de tabac depuis que l'impôt qui le frappe a été fortement relevé.

Le chancelier de l'Echiquier a indiqué que la consommation des cigarettes qui avait sensiblement baissé le mois dernier se relève déjà peut à peut. Aussi a-t-il de nouveau fait appel au peuple britannique pour lui demander de tenir moins afin d'économiser de précieux dollars.

Le ministre a ajouté que l'impôt sur le tabac, prévu au budget actuel, se serait payé le dernier et qu'il arriverait l'épuisement des ressources, bilançiques en devises, et nouvelles propositions seront faites au temps voulu.

FRANCO poursuit SES HARANGUES

BARCELONE. — Poursuivant une série de discours qui débuta à Valence, le général Franco a pris la parole à Barcelone au cours d'un banquet offert par la députation provinciale de Catalogne. Il a déclaré notamment que, loin d'aspérer à un centralisme autoritaire, il désirait une décentralisation naturelle qui permettrait aux différentes régions de résoudre de nombreux problèmes par elles-mêmes et de collaborer de leur propre initiative à la solution des grands problèmes nationaux. Il a stigmatisé, une nouvelle fois, les tribulations du « monde extérieur » qui cherchent à entraver son œuvre de paix.

SAN-FRANCISCO. — Le vieux currué « Oklahoma » a couru à 209 miles de Honolulu alors qu'il était accompagné par des avions de San-Francisco.

M. Truman recommande AU CONGRES DES MESURES SOCIALES

WASHINGTON. — Le président Truman a demandé au Congrès de voter d'urgence la loi destinée à assurer :

1. des services de santé publique adéquats y compris les soins de maternité,
2. l'intensification des recherches médicales,
3. l'augmentation du nombre des médecins et des hôpitaux,
4. l'assurance-maladie destinée à couvrir les frais d'hospitalisation et de médicaments,
5. la protection contre la perte de salaires occasionnée par la maladie.

L'attaché militaire grec à Belgrade accusé d'espionnage

BELGRADE. — Les journaux de Belgrade déclarent que c'est parce qu'il est accusé d'espionnage que le gouvernement yougoslave a demandé le 20 avril le rappel de l'attaché militaire hellénique à Belgrade.

L'organe communiste « Borba » écrit à ce sujet que le cas de l'attaché militaire, ainsi que les incidents de frontières tendent à prouver que « le gouvernement grec tente de provoquer un désaccord entre le peuple grec et les peuples voisins ».

Un projet britannique pour la liberté de l'information

LAKE SUCCESS. — La délégation britannique à la sous-commission de l'O.N.U. pour la liberté de la presse a déposé un projet de résolution dans lequel elle définit la liberté de la presse.

Chaque individu devra être libre d'exprimer et de publier ses idées. Chaque individu sera libre de recevoir et de diffuser des informations, y compris les commentaires des faits et des critiques.

La résolution prévoit cependant quelques restrictions concernant notamment les informations pouvant porter atteinte à la sécurité nationale ou dirigées contre les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

LE CAIRE. — Une bombe a été découverte dans un avion britannique à l'aéroport de Cair. L'engin n'a pas fait explosion.

Das Ausland schreibt:

U.S.S.R

GROSSBRITANNIEN UND INDIEN
«Pewis» verurteilt die Besatzungsmächte der amerikanischen Pu-
blizisten Eigen Journal, welches
mit einer Deception eine Besse
durch Indien unterworfen hat.

«Die Zeitung sind schwer geschw-
den für die britischen Kolonial-
besitzer der alten Schicksal, die nur
gewohnt waren zu beschließen und
bei allen Unternehmungen des Empire
blinden Gehorsam zu finden. Es
wird immer schwieriger, in den Ko-
lonien und ganz besonders in In-
dian offene Rebellen zu erziehen.

«Un véritable die, Oberhand in In-
dien zu behalten, sind die Besatzer
daher genötigt, zu den verschiede-
nen Umwegen, zu Kompromissen
zu Verhandlungen Zuzulass zu
schreiten. Doch können sie auch
auf die im Kolonial System
imperialistischen Druckmittel wie
Lufwaffe, Artillerie und Tanks zu-
rückgreifen.

«In dem Stadium der großen
Stille steht man fast kein en-
glishes Militär. Dagegen ist man
erlaubt über die Zahl und die
Verluste der Polisten, von der
motorisierten, mit modernen Waffen
ausgerüsteten Polizeiorganisation bis
zu den einheimischen Wachmannschaften,
die eigentlich nur als Dekora-
tionelle herangezogen zu sein
haben. Feuerwaffen verwendet hat.
Kann das man in den indischen
Zentren einige englische Offiziere
anstellt. Das ersten Platz nehmen
überall die Vertreter der polizeilich-
lichen und der lokalen Kräfte etc.

«Man könnte demnach annehmen,
da seien nur geringe englische
Truppen in Indien. Doch wäre dies
ein Irrtum. Das man bald erkennt
wenn man einige Tage in Hindura-
bad, einem der größten indischen
Fürstentümer verbracht hat. Die
Brieten machen kein Hehl aus ihrer
Absicht, diesen wichtigen Platz in
einem militärischen Stützpunkt
groß Ansehen zuzuschreiben. Sonst
für die indischen mit gar keinen mil-
itärischen Erfahrungen ist es un-
möglich, daß man weit entfernt
von die militärischen Aufgaben
des Fürstentums zu verstehen, die im
Gesamt die großen Stil erhebt.
Diejenigen unter uns die über die
geringen Truppenstärke in Kalkutta
und in Delhi gewohnt haben wa-
ren nicht erstaunt über die außer-
ordentlichen Truppenanzahlungen
in den weißen Bestellungen der
Fürstentümer, Hindurabad.

«Erst viel später haben wir begriffen
daß die Verfügung des Haupt-
stabs der britischen Truppen in der
Gebiete einem wirklich revolutionären
Plan der britischen Kolonialverwaltung
entspricht. Diese Fürstentümer
(man zählt deren 600) sind nämlich
in Indien praktischer Weise über
ganz Indien verstreut. Zustlich er-
heben sie den an verlegten terri-
torialen Teil Indiens vor
die Herrschaft des Landesherren nach
souveränität ist. Und außerdem
sind die Fürsten des Vize-König
unmittelbar unterstellt, was den
Engländern erlaubt, ihre Truppen
in Rücken des indischen Volkes zu
organisieren.

«Das Bestehen dieser Fürstentümer
ist eine große Erschwernis für alle
der indischen Unabhängigkeits-
bewegung. Dementsprechend sind
Unternehmungen die kleinen Für-
stentümer werden sich natürlich nur
gegen einen indischen Zentralver-
waltung unterstellen, welche die
unter dem Druck der demokratischen
Kräfte zu internationalen Unter-
nehmen zwingen könnte. Die Mög-
lichkeit dieser Pläne wird jedoch
die britische Kontrolle vor die noch
nie in die Geschichte eingetragene
politischen, territorialen Abgrenzung
hat zu rückzuführen ist
nicht möglich. Die von den Fürsten
in der britischen Besatzung unter-
worfenen Staaten. Außerdem die
Verbreitung der britischen Truppen
in die Fürstentümer die welche
Tendenzen die man hinsichtlich der
indischen Kapitalien beobachtet
das alles bildet den Auftakt zu der
britischen Eroberung in Jahre 1949
in territorialen indischen Kräfte
werden nicht nur sich heraus-
bilden, sondern die britischen
Kräfte zu internationalen Unter-
nehmen zwingen könnte. Die Mög-
lichkeit dieser Pläne wird jedoch
die britische Kontrolle durch Groß-
britannien sein.

«Indien kommt schließlich auf
das in sprechen was er die ge-
wollte englische Herrschaft
für die industrielle Entwicklung
Indiens » nennt.

«Während des Krieges ist Indien
als Lieferant Englands offiziell zum
Glaubwürdigsten Großlieferanten ge-
worden. In Wirklichkeit haben die
Engländer eine Operation durchgeführt,
welche die gegenseitige Ab-
hängigkeit Indiens und Englands
bestätigt. Das Produktum Indiens
in London ist jedoch gesperrt, und
Indien kann gar nicht mehr ver-
fügen zu daß es gewissermaßen Weise
die von ihm beschlagnahmte Waren
England kaufen muß. Daran be-
ruht das britische Monopol auf
dem indischen Markt. Und deshalb
sind die Vertreter Indiens potenti-
ellisch in Bezug auf die wirt-
schaftlichen Aussichten ihres Lan-
des das noch keine Schwere-
strafe heilt, mit der allein es sich
schiebe würde. Unabhängigkeit
schon könnte. Und sie können das
Beispiel der Philippinen, die offi-
ziell seit einem Jahre unabhängig
und trotzdem in Grande nicht
weiter als eine amerikanische Kol-
onie sind.»

Mitteilungen aus dem Kulturleben

HERBERT DE WIERENTAL

Am 12. Mai ist die Generalde-
nansen des Gebirgsdienstes des allernäch-
sten Jahres Johann Peter Hets. Zwischen
Kirche und Katholik veranlassen sich
mit Individualität die Bevölkerung
des Dorfes, die Hausen Trachten-
spiele in der Uniform der alten Bürger-
garde, Schützen, Männer und Frauen
aus dem Wiesental, sowie 200 Bader
Damen und Herren, Bürgermeister
Schmidt, Ortsrat die Peter, Botschafter
Kloster ist als Vertreter der Badener
Hilfsleistung die Festansprache, Mit-
schleicherer Pflug Horowitz des He-
lenspreis für das Jahr 1947 im Auftrag
des Badischen Staatsarchivars für Kultur-
und Unterwelt an den Preussinger
Dichter Hans Schindler, dessen jüngstes
Werk „Bevor eine Landstadt“ für die
wahren Nachfahren Johann Peter Hets
bestimmen. Das „Hilfsleistung“ hat in
diesem Jahr aus, jedoch wurde auch
dem Werk zwei Mann und Frauen aus
Hausen Kaffee und Kuchen serviert.
Die Dorfjugend veranstaltete zu Ehren
von Hausen großen Spiel einen Umzug.

INTERNATIONALER THEATERKONGRESS

Vom 12.-18. Mai sind im Badischen
Staatstheater Wiesbaden die Internationalen
Theaterkongress statt, der Vertreter der
deutschen Bühnengesellschaften und
des Deutschen Bühnensyndikats aus den
vier Besatzungszonen versammelt. Zur
Belegung standen Park- und Bergplatz-
gärten.

DEUTSCH-WESTFÄLISCHER SCHAFFSTILLES-VERBAND

In Dortmund wurde am 18. Mai die 1.
Tagung des deutsch-westfälischen
Schriftstellerverbandes eröffnet. Der Mit-
schleicherer von Norddeutsches West-
falia Dr. Rud. Assmann, begrüßte die
deutschen und westfälischen Gäste, unter
letzteren Vertreter auch aus Frank-
reich und der Schweiz. Der Dichter Jak.
Kath sprach von der Aufgabe der deut-
schen Dichter und Schriftsteller, die der
Wiederherstellung des deutschen Geistes
zu helfen haben.

BADISCHER JUGENDHERBERGVERBAND

Der badische Jugendherbergverband
hat Anfang Juni in Karlsruhe seine
Tagung ab, Richard Schirmer, der
Gründer des Deutschen Jugendherberg-
verbandes, wird dort sprechen.

SHAKESPEARE-GESSELLSCHAFT

Die Göttinger Shakespeare-Gesell-
schaft nahm am 18. Mai ihre Arbeit mit
einem Vortrag von Rudolf Alexander
Schöndler, gehalten in der Aula der Göt-
tinger Universität, auf.

JOSEF HOFMILLER

Das „Schwäbische Tagblatt“ vom 8.
Mai schreibt davon, daß der 1893 in
Köln geborene Schriftsteller, dessen
Kritiker Josef Hofmiller in diesen Tagen 71
Jahre alt geworden wäre. Aus der
Reihe seiner Bücher erwähnen wir
„Franzosen“ und seine Übersetzungen
aus dem Französischen.

O. Der 31-jährige Maler Rud. Baw- w. in d. Zeit in Wiesbaden an der Bergstraße lebt, wird demnächst in Freiburg in Baden sein Ausstellungs- werk zeigen. Baww. hielt sich zwischen 1936 und 1942 in Paris auf, wo er stark von der surrealistischen Schule beeinflusst wurde, hat sich jedoch mit der Zeit in einem eigenen Stil durchge- rungen.

Seine Bilder, die fast alle von einem
sakralen Charakter durchdrungen sind, len-
den im Dezember vergangenen Jahres
in Stuttgart große Beachtung. (P)

O. STUTTGART. — Das Württembergische Staatstheater beschäftigt in nächster Zeit das Bild des von Franz von Spanyen Dichters Federico Garcia Lorca „Bullschau“ für Deutschland er- schaffen. Der Intendant, die Her- mann Körner übernommen hat, liegt die deutsche Übertragung von Emmerich Beck zugrunde. Das Bildnis wird Hans Christof Schmidt gestalten, der vor 1933 einen Lebenslauf an der Karlsruher Akad- emie innehatte und der, da er die ab- strahlende Malerei vertritt, auch Hofers Mittelstück aus seinem Amt entfernt wurde. Im letzten Kriegsjahr war Schmidt infolge politischer Betätigung gezwungen, in der Schweiz Asyl zu suchen. Heute lebt der Maler in Frankfurt.

O. CILIE. — Eine Autoren- und Schrift- stellerkongress, die von der Kulturstraße des Parteivorganges der SPD gemein- sam mit der Gruppe sozialistischer Ver- leger und Verleger veranstaltet wird, findet in der Zeit vom 12. bis 17. Mai in Cilie statt. (P)

NOUVEAU RECORD du "Reynolds Bombshell"

Le « Reynolds Bombshell », l'avion de l'inventeur du stylo atomique, vient de battre un nouveau record sur le parcours Minneapolis-New-York.

Il a couvert la distance de 1.700 kilomètres en 2 h. 55' 40". Le record précédent, établi par un D.C. 4, était de 4 h. 4' 25".

Liebesgaben-Pakeldienst TRANSIT

Transportgesellschaft mb. H. H. Arendt, Köpenicker Markt 1, Basel, Weill a. H., Badenerstr. 12

HERB sucht Wirkungskreis in einem Hotel- od. Pensionatsbetrieb, Bin 43 J., 1,72 gr., schlank u. im granden Hotel-lich firm, Pülichst atwendlich, Fleißig-ling aus der C.S.R., u. unabhingig. Es wolle nur ernstgemeine Interessenten schreiben an Olla S. Wassak, Mühl-chen 28, Badenochstr. 14.

ERSTES PELEGESCHAFT in Saarbrücken

sucht erfahrenen Kündschmeister als Werkleiser in arbeitsfähige Position. Einzelgespräch mit Gehaltsanfragen erbeten unter Nr. 4509 an SARAG, Saarbrücken.

KAUFMANN, als Kriegswende Direktor

v. gr. Ind.-Unternehmen, 30 J., ledig, pol. einseitig, frz. Sprache, Geschäftsv. verbindl. zu Schweden u. Westeuropa, sucht interessante Aufgabe. Angeb. unter Nr. 4104 an Webeges. SOWWEST, Karlsruhe, Postfach 206.

DAMM, junger, intelligent, wird inter- essantes Arbeitsgebiet in unserer industriell-wissenschaftl. Abteilung ge- sucht. Voraussetzungen: Gute Allgemein- bildung, Körperlich u. Maschineneinstre- bung. Anzahll. Bewerbung unter Nr. 1008 an LEU's Anzeigen- und Verlagsdienst, Aachen-Exp. Bierschütz (Wirtbg.).

WER VERPACHTET oder VERKAUFT

unter günstigen Bedingungen ca. 10 Morgen Acker od. Gartenland. Angebote sch. unter M.A. 431 an Ana-Exp. Bauacker & Bantz, Dörsdorf.

ACHTUNG! Feldp.-Nr. 58714, Welche Angehörige obiger Feldp.-Nr. od. aus dem Osten emigrierte Kriegsgel. weiß etwas über den Verbleib des Ufa. Heinz Westmann aus Bielefeld, Nachrichten erbeten an Frau Frieda Westmann Brackde/Westf., Kampstraße 14.

JCH SUCHT Herrn Dr. Patzke aus Bres-
lau, Grandstraße, Gehilger wird um
seine Anschrift gebeten, zu richten an
Max Mittwoch, früher Elmman, Kreis
Breslau.

WER KANN AUKUNFT GEBEN über
den seit Jan. 45 im Weichselgebiet
(Gatrowitz) verbliebenen Oberrh. Erich
Vogel od. die Einheit II 516 u. II 1307
Belohnung zugewandt Frau M. Vogel
(124) Bad Klingingen, Boosweilstraße 61.

WER ANGABEN über den jetzigen Auf-
enthalt der Frau Margarete Traut-
mann, geb. Pögel, geb. am 21. 9. 21 zu
Polnitz bei Freiburg (Schlesien), und
deren Sohn Dietmar Trautmann, geb.
am 18. 7. 44, ebenfalls in Polnitz,
suchen kann, wird gebeten, dass an
die Levetzower Zeitungsbetriebe Levetz-
kows-Weidert bei Köln/Ehren, Kömer
Straße 80 zu richten.

ACHTUNG! Angehörigen Vermittler

gibt wichtige Mitteilungen über Ver-
misste Herbert Lech, (204) Hirthhausen 28
bei Seesen/Harz.

LES PARTIS devant les grands problèmes de l'heure

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

nauff à Paris, Rocamadon à Valence, ont galvanisé leurs troupes en affirmant que la classe ouvrière ne reculerait pas devant la grève générale, on n'en est encore qu'aux revendications sporadiques qui s'allument ici et là, et Thorez, à Nîmes, quoique n'étant plus vice-président du Conseil, mais seulement secrétaire général du parti communiste, continue à parler en homme de gouvernement. La forme reste vigoureuse, mais on est prêt à collaborer à nouveau si les circonstances le permettent.

Dans le courant de cette semaine, le gouvernement s'attachera à résoudre deux importants conflits : celui de l'électricité et celui des métaux et tentera d'éviter, dans ces secteurs vitaux, un arrêt du travail autre que symbolique.

La journée de mercredi, en effet, constitue le dernier délai imparti aux pouvoirs publics par la Fédération de l'éclairage et des forces motrices pour la satisfaction des revendications de ses mandataires, et c'est jeudi que le ministre du Travail fera connaître à la Fédération des métaux les contre-propositions patronales relatives à la prime horaire de 10 francs réclamée par les syndicats parisiens.

De la solution apportée à ces deux affaires dépendra, en grande partie, l'extension ou l'apaisement de nombreux conflits virtuels.

Les réactions de la C.G.T., et des partis, seront sur ce point, pleines d'enseignement pour l'avenir.

Une attaque du Vietminh contre les postes de Saïgon est repoussée

SAIGON. — La plupart des postes français entourant Saïgon de l'est au sud-ouest, ont été atteints lundi soir vers 20 heures. L'état d'alerte a été décrété dans la garnison.

L'attaque a duré plusieurs heures, et selon des documents trouvés sur les cadavres, un assaut général de la ville était prévu. L'état d'alerte sera provisoirement maintenu et toutes les mesures de sécurité ont été prises pour pallier un renouvellement possible de l'attaque.

On suppose, dans certains milieux, qu'il s'agit d'une manifestation à l'occasion de l'anniversaire de Ho Chi Minh.

venir immédiat et il ne nous paraît pas exagéré de penser que l'existence même du cabinet, sous sa forme actuelle, en dépendra dans une large mesure.

Cet après-midi, à 16 heures, l'Assemblée nationale sera appelée à fixer les dates des discussions des interpellations de MM. André Mutter, sur les résultats de la conférence de Moscou, Grenier, sur la dévolution des biens des entreprises de presse, Cadi Abd el Kader, sur la politique du gouvernement en Algérie, et Constant sur la composition du cabinet.

Le gouvernement déposera au cours de la séance le projet de loi portant ratification du traité de paix avec l'Italie. L'examen du projet par la commission des affaires étrangères commencera probablement demain.

Au Conseil de la République est inscrite la discussion de la proposition de résolution de M. André Dulin (R.G.R.), président de la commission de l'agriculture, sur le problème du blé et du pain. Il est probable qu'un assez grand nombre d'orateurs interviendront dans le débat qui se déroulera en présence de M. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture.

Informations politiques

LA JEUNE REPUBLIQUE ET LE R.P.F. PARIS. — La commission exécutive de la Jeune République publie un communiqué dans lequel elle annonce que les membres de ce mouvement ne seront autorisés à adhérer au R.P.F. ni aux comités de vigilance.

Tout en rendant le juste hommage dû au général de Gaulle, celui-ci dit dans ce communiqué, la Jeune République signale le danger d'un rassemblement qui, dans le vague de son programme, ne peut être considéré que par le prestige d'un homme.

Détaché d'empêcher à tout prix la division du pays en deux blocs, elle se prononce d'autre part contre l'adhésion de ses membres aux comités de vigilance.

D'autre part, le comité d'initiative défilé a été formé lundi, il comprend 11 membres et a pour président M. Henri Terès.

M. RAMADIER REÇOIT M. NANGIEN PARIS. — M. Paul Ramadier, président du Conseil, a reçu lundi en fin de matinée M. Nangien, ministre de l'Éducation nationale.

WER veröffentlichen hier sämtliche Wahlergebnisse aus den verschiedenen Kreisen der französischen Besatzungszone Deutschlands. Diese Ergebnisse wurden teilweise schon in unaren gestrigen Ausgaben veröffentlicht. Die Wiederholung erfolgt um auch den Lesern eine Übersicht zu ermöglichen, die unsere letzten Ausgaben vom 20. Mai nicht mehr erhielten.

Table with election results for Baden, Baden-Württemberg, and other regions. Columns include region, party, and number of seats.

Volksabstimmung:

Table with election results for Baden, Württemberg-Nobenz, and Rheinland-Pfalz. Columns include region, party, and number of seats.

Landtagswahlen:

Table with election results for Baden, Baden-Württemberg, and Rheinland-Pfalz. Columns include region, party, and number of seats.

St. Goarshausen: CDU 8943; SP 8853; KP 1494; LP 1618. Speyer (Stadt): CDU 4638; SP 5332; KP 1473; DP — SVHP 570. Speyer (Land): CDU 1187; SP 3899; KP 1130; LP —. Verfassung: 6797 Ja; 4906 Nein; Schulartikel: 6634 Ja; 4320 Nein.

M. JULES MOCHE A BRIEST

BRIEST. — M. Jules Moch, ministre des Travaux publics et des Transports, a inspecté, mardi, les travaux de port de Briest. Dans une allocution prononcée au cours de sa visite, il a notamment déclaré :

« La tâche essentielle est de sauver le franc. Dans ce but, toutes les dépenses du budget doivent être couvertes par l'impôt ou par l'emprunt. »

Le ministre a quitté, lundi soir, Briest pour Paris, par la voie des airs.

Le prêt de la Banque internationale à la France

PARIS. — La Banque internationale a annoncé, le 7 y a une semaine, qu'elle accordait un prêt de 250 millions de dollars à la France.

La ministre des Finances communique à ce sujet :

La presse a publié, au cours de ces derniers jours, diverses informations concernant le prêt de 250 millions de dollars, accordé au Crédit national par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

nière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

Les questions sociales demeurent au premier plan de l'actualité, mais ce sont maintenant les petits patrons qui ont la vedette, en attendant les décisions du gouvernement concernant les deux principaux conflits en cours ou en gestation, celui des usines Renault et celui de l'électricité et du gaz de France.

La manifestation montre des commerçants et artisans à surpris par son ampleur autant que par la violence des discours qui y ont été prononcés.

Que des groupements aussi importants de Français envisagent de se placer délibérément dans une opposition active et n'hésitent pas à préconiser l'action directe pour imposer leur point de vue, démontre l'existence d'un état d'esprit voisin de l'exaspération, que divers incidents qui viennent de se produire en province ont confirmé et que les pouvoirs publics auraient fort de négliger.

La fermeture des magasins, décidée pour la soirée du 4 juin à titre d'avertissement, n'a d'autre but, semble-t-il, que de montrer au gouvernement qu'il existe une classe moyenne jusqu'alors méconnue et de faire prendre conscience aux petits boutiquiers, industriels et artisans de la force qu'ils recroissent.

Il est probable que la manifestation d'hier aura des échos demain au conseil des ministres et il est certain, en tout cas, qu'elle fait cet après-midi, à la Chambre, l'objet de nombreuses conversations, la séance de l'Assemblée nationale n'ayant pas un intérêt primordial, puisqu'il ne doit s'agir en principe que de fixer la date de quelques interpellations.

Ce matin a eu lieu l'audition prévue de M. Raseta par la commission spéciale chargée d'examiner les demandes d'immunité parlementaire des députés malgaches. La situation à Madagascar semble d'ailleurs s'améliorer, tandis qu'on signale de nouveaux coups de main des forces du Viet Minh et notamment aux environs de Saïgon.

Au Maroc, enfin, on relève quelques ferments d'agitation, que la prochaine arrivée du général Juin suffira sans doute à réduire.

Pour la succession du général Juin au poste de chef de la Défense nationale, on cite le plus souvent dans les milieux politiques les noms des généraux Mast et Bédouard.

Inauguration du nouvel émetteur de Radio-Auvergne

CLERMONT-FERRAND. — M. Wislami Farçhi, directeur général de la radiodiffusion française, a inauguré, à Ennezat, le nouvel émetteur de Radio-Auvergne. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du préfet du Puy-de-Dôme, des parlementaires et des hauts fonctionnaires du département.

Radio-Auvergne, qui émettra sur 227 m. 18, pourra être entendue dans toute la France, en Europe centrale et en Afrique.

La grève des dockers algériens

ALGER. — Les dockers algériens répondant au mot d'ordre de l'union algérienne des travailleurs

Le point de vue de M. Gromyko sur le contrôle des armes atomiques

NEW-YORK. — Dans un discours prononcé au 61er anniversaire de l'Institut russo-américain, M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S. à l'O.N.U., a notamment déclaré :

« Un premier pas vers l'établissement du contrôle de l'énergie atomique est la conclusion de la convention prohibant les armes atomiques et d'autres armes de destruction massive. »

Après avoir souligné la précarité du monopole actuel des Américains dans le domaine atomique, M. Gromyko a repris en détail la thèse soviétique qui consiste à empêcher l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires et à réserver son emploi à des fins pacifiques sur lesquelles le monde est d'accord.

Le délégué soviétique a ensuite exposé le point de vue et les objections de l'U.R.S.S. opposés aux théories avancées jusqu'à l'O.N.U. « En premier lieu, a-t-il poursuivi, l'interdiction des armes atomiques ne doit pas être subordonnée à l'établissement d'un système de contrôle international, mais doit

Attaque d'une usine près de Barcelone

MADRID. — On apprend de Barcelone que, dans la nuit de dimanche à lundi, une douzaine d'individus masqués, armés de pistolets mitrailleurs, ont attaqué une fabrique de ciment à Molins-de-Rey, près de Barcelone, emportant la casse et faisant sauter une poudrière.

L'attaque a surpris le vaillant de nuit et les surveillants, qui furent désarmés et enfermés dans un local. La garde civile recherche activement les coupables. On ignore encore s'il y a des victimes.

L'activité des partisans en Thrace

ATHENES. — On apprend que les partisans auraient détruit au cours de la journée de dimanche sept ponts, dont quatre appartenant à une ligne française. Ces quatre ponts seraient situés en Thrace occidentale dans la région de Pherrai.

Dans la même province, près de Comotini, les partisans auraient fait une incursion dans le village d'Ilimeron qu'ils auraient entièrement pillé.

De leur côté, les autorités militaires ont fait exécuter au cours de la même journée, quatre civils condamnés à mort pour avoir facilité le ravitaillement des partisans.

Incident à la frontière gréco-albanaise

TIRANA. — L'agence télégraphique albanaise annonce que ces jours derniers des soldats grecs venus en camion ont franchi la frontière et ont ouvert le feu à l'aide de mitrailleurs et de fusils sur des gardes-frontières albanais. L'agence ajoute que ces derniers se sont retirés sans répondre aux assaillants.

Démission du gouvernement japonais

TOKIO. — Le cabinet Yoshida a démissionné à l'ouverture de la session du nouveau Parlement. Troisième depuis la capitulation du Japon, ce cabinet aura duré une année moins deux jours.

Chargé par la nouvelle constitution de démissionner le président du Conseil, les parlementaires japonais choisissent vraisemblablement M. Teiso Katayama, leader du parti socialiste, lequel a été vainqueur aux dernières élections.

NOUVELLES BREVES

BARCELONE. — Un pétard a éclaté au palais gouvernemental militaire. Il y a des dégâts matériels.

LAUSANNE. — En raison de la pénurie de matériaux et de difficultés de construction, la municipalité de Lausanne a décidé de renoncer à poser sa candidature pour les jeux olympiques de 1952.

MOSCOU. — Le général Calvez, ambassadeur de France, accompagné de Mme Calvez, est parti en avion pour Paris où il se rend en coq.

LA HAYE. — M. Maxime Beuzemans, président du M. E. P., vient de faire une tournée en conférences en Hollande au cours desquelles il a exposé la thèse française sur l'internationalisation de la Ruhr.

WASHINGTON. — Selon les estimations du ministère de l'Agriculture américaine, la récolte mondiale de coton en 1947 s'élevait à environ 21,5 millions de balles contre 21,3 millions de balles l'année dernière (une balle équivaut à 226,5 kilos).

ATHENES. — Des rebelles ont fait sauter quatre ponts, y compris le pont de chemin de fer qui relie au reste de la Grèce le port d'Alexandropolis. Ce fait-ci se trouve complètement isolé.

LONDRES. — L'aviation de l'air Mountbatten, vice-roi des Indes, a atterri sur l'aéroport de Northolt. Pendant leur séjour à Londres, lord et lady Mountbatten ont été reçus par le roi George VI à Buckingham Palace.

PEKIN. — Une violente bagarre a eu lieu entre plusieurs soldats, et des étudiants chinois qui collaient des affiches demandant la fin de la guerre civile et la formation d'un gouvernement de large coalition.

SHANGHAI. — Le général Georgiev Kershev, commandant les forces soviétiques en Corée, a quitté la zone soviétique à la tête d'une délégation pour Seoul où doivent se dérouler les négociations russo-américaines sur la formation d'un gouvernement unique pour toute la Corée.

PATNA. — Le mahatma Gandhi a décidé d'interrompre quelque temps son activité pour faire sa croisière à Massoree.